



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 30 janvier 2026
portant prescriptions complémentaires à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
(HBGHR) pour l'exploitation de son site de carrière de Sierentz (68).**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V et l'article R. 181-45,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par les articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 du Code de l'environnement,

VU les arrêtés préfectoraux et les lettres listés ci-après :

- arrêté n°960131 du 31 janvier 1996 ;
- arrêté Préfectoral n°11953 du 13 juillet 2001
- arrêté Préfectoral n°2013-154-060 du 3 juin 2003 ;
- lettre préfectorale du 30 septembre 2013 d'antériorité pour une activité de stockage temporaire de matériaux de la carrière ;
- arrêté Préfectoral du 27 avril 2017, modifiant notamment le phasage d'extraction et la remise en état et l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 consolidé;
- arrêté préfectoral du 29 septembre 2017 ;
- lettre préfectorale du 16 juillet 2020 ;
- arrêté Préfectoral du 12 avril 2021.

VU la demande du 11 juillet 2025 par laquelle l'exploitant sollicite la prolongation de la durée d'autorisation à des fins de défruitsment du gisement et de remise en état,

VU le rapport du 29 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que la prolongation sollicitée par l'exploitant consiste en une modification des délais de remise en état,

Considérant que les travaux d'extraction sont encore à achever,

Considérant que ces modifications ne sont pas substantielles mais nécessitent néanmoins l'adaptation des prescriptions encadrant l'exploitation de la carrière et en particulier celles encadrant la durée de l'autorisation et les garanties financières ainsi que de la capacité maximale annuelle,

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, dont le siège social est situé 2 rue des gravières 68300 Saint-Louis, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, se conforme aux dispositions ci-après pour la poursuite de l'exploitation de sa carrière située à Sierentz.

Article 2 : l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 960131 du 31 janvier 1996 consolidé est remplacé par les dispositions suivantes :

« la société Gravière de la Hardt, dont le siège social est 66, route nationale 68510 Sierentz est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Sierentz, les installations classées répertoriées dans le tableau suivant.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510-1	A	Exploitation de la carrière	Exploitation de sable et gravier : - superficie totale de la carrière : 78,5552ha <u>Production maximale annuelle :</u> - 1 200 000 t/an à compter de l'année 2026.	
2517-1	E	Stockage temporaire de matériaux	Stockage temporaires des matériaux de la carrière	>30 000 m2
3-2-3-0-1°	A	Plans d'eau, permanents ou non : 1° dont la superficie est supérieure ou égale à 3ha	Plan d'eau de la carrière	Environ 50/55 ha
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris (...)	Les puits de surveillance de la qualité des eaux souterraines.	

		création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de (...) la surveillance d'eaux souterraines (...)	
--	--	---	--

Cette autorisation est valable jusqu'au 30 novembre 2027 à des fins de défruitement du gisement et de remise en état. La remise en état est achevée quatre mois avant cette échéance (31 juillet 2027). »

Article 3 : l'article 25-2 de l'arrêté préfectoral n° 960131 du 31 janvier 1996 consolidé est remplacé par les dispositions suivantes :

« la mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant de carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Ces garanties sont destinées à assurer la remise en état après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Le préfet met en œuvre les garanties financières soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site après exploitation, après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Le manquement à l'obligation de garantie est constaté par un procès-verbal établi par un inspecteur des installations classées ou un expert nommé par le ministre chargé des installations classées en application de l'article L. 514-1 précité ; ce manquement donne lieu, après mise en demeure, à l'application de la procédure de consignation prévue à l'article L. 514-1, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Périodes réglementaires concernées	Montant en euros TTC
(...)	(...)
Du 25 juin 2022 - 31 juillet 2026	400175
Prolongation : 1 ^{er} février 2026 – 30 novembre 2027	553159,00

(*) L'indice TP01 dont il doit être tenu compte est à présent calculé sur la base de l'indice TP01 base 2010 qu'il convient de « raccorder » :

- indice TP01 de référence : 668,479 et taux de TVA de référence : 20 %,
- taux de TVA : 20 %,
- dernier indice TP01 base 2010 connu (novembre 2025) : 130,8 ; coefficient de raccordement : 6,5345 ; soit nouvel indice TP01 : 854,713
- soit un coefficient α de 1,279.

Nonobstant l'échéance du droit d'exploiter précédemment définie, le préfet doit disposer d'un acte de cautionnement de garanties financières en cours de validité tant que la remise en état du site n'a pas été constatée par procès-verbal de récolement. »

En fin de chaque période quinquennale, l'exploitant constitue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier justificatif de la réalisation des travaux de remise en état comprenant le plan à jour des zones réaménagées à l'issue de la période ; ce dossier doit pouvoir justifier du montant des garanties financières nécessaires à la remise en état du site ».

Article 4 : les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 960131 du 31 janvier 1996 consolidé demeurent inchangées.

Article 5 : délais et voies de recours.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
- b) La publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié par son auteur à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 6 : publicité.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sierentz et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Sierentz pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : en cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 8 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant et publiée sur le site internet de la préfecture.

À Colmar, le 30 janvier 2026

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet, secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE

